

La fin de l'exception démographique française



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 09 mai 2017

La drépanocytose (du grec *drepanon*, faucille), également appelée hémoglobinose S ou sicklémie est une maladie du sang héréditaire qui se transmet par des gènes récessifs. Elle se traduit par une forme d'anémie. Elle était au départ principalement répandu en Afrique.

Depuis 2001, son dépistage est systématique en France sur les enfants considérés comme à risques, ceux dont les deux parents ont des origines dans une région « à risque », soit en pratique, essentiellement des parents originaires d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, des Antilles, ou quand un seul des deux parents est à risque, si le père est inconnu ou qu'il y a des antécédents dans la famille.

Malgré les critiques, ce dépistage n'a pas été, pour des raisons de coût, systématisé à l'ensemble de la population [1]: il permet donc de connaître de manière assez précise l'origine géographique des enfants qui naissent en France.

[1] En 2012, la Haute Autorité de Santé (HAS) a été saisie par la Direction Générale de la Santé de la question de la généralisation de ce dépistage à la totalité de population. Malgré les remarques de la DGS sur le danger de stigmatisation d'une partie de la population avec les dérives politiques qu'elle peut susciter la HAS a conclu dans son rapport d'orientation de décembre 2013, rendu public en mars 2014, qu'il n'y avait pas d'éléments permettant de justifier la pertinence d'une stratégie de dépistage néonatal systématique de la drépanocytose en France métropolitaine.

Les leçons d'un dépistage

Le pourcentage des enfants de parents entrant dans la définition ci-dessus était de 31,5 % en 2010 (et 60 % en Ile de France), de 35,7 % en 2013 (67,9 % en Ile de France) ; il est de 37,2 % en 2014 (69,06 % en Ile-de-France) et de 38,85 en 2015[1].

Il se peut que, ponctuellement, le dépistage soit effectué sur d'autres populations mais selon Valérie Gouttereau, directrice de la fédération parisienne de dépistage, pour l'essentiel, les maternités chargées du dépistage s'en sont tenues à ces critères[2].

L'ensemble ainsi défini ne saurait être qualifié de racial puisqu'il comprend des populations aussi bien de race noire originaires d'Afrique subsaharienne que de race blanche originaires d'Afrique du Nord.

Il ne comprend pas tous les immigrés puisque ceux qui viennent d'Europe de l'Est ou d'Extrême-Orient ne sont pas inclus.

Mais il comprend plus que les immigrés puisqu'il inclut la plupart des originaires de l'Outre-mer – sachant que leur taux de fécondité est aujourd'hui aussi bas qu'en métropole[3]. Il comprend aussi une partie des enfants d'immigrés nés en France, dits de la deuxième génération.

Il comprend des Français et des étrangers.

Il est difficile d'apprécier la religion de cet ensemble mais on peut penser qu'il comporte plus de 80 % de

musulmans, les autres étant des Africains ou des Français ultramarins chrétiens.

Ceci précisé, l'augmentation du nombre d'enfants jugés à risque a été de + 1,5 % en moyenne par an sur 5 ans (2010-2015). Sur cette base, on peut estimer que ce nombre est au moins de 40 % en 2017 et devrait passer la barre des 50 % en 2024.

Pendant la période considérée, le taux de fécondité (ou indice conjoncturel de fécondité) de la France s'est maintenu autour de 2 enfants par femme. Il a cependant baissé à 1,96 en 2015, puis 1,93 en 2016. Pour simplifier les calculs, nous le maintiendrons à 2.

L'INSEE confirme

Un récent rapport de l'INSEE[4], établi en fonction de critères légèrement différents, confirme la tendance : il montre que depuis 2011, les naissances d'enfants issus de deux parents nés en France diminuent (de 580 756 à 535 302 en 2015, soit une baisse de 7,8%), celles d'enfants dont l'un ou les deux parents sont nés à l'étranger (mais qui ne sont donc pas forcément nés en Afrique) sont en hausse de 6,07%. Le nombre de naissances d'enfants dont au moins un parent est né hors UE était de 18,4 % en 2000, de 23,9 % en 2010, de 25,9 % en 2015, ce qui montre une évolution analogue mais amortie, du fait de la différence des périmètres. La croissance de ce deuxième ensemble n'est que de 0,5 % par an depuis 2000-2015. Ce recensement ne donne cependant pas de renseignement sur la fécondité du groupe ainsi défini qui agrège des âges différents

On peut à partir des données du dépistage calculer le taux de fécondité de chaque composante de la population :

Considérant que la composante que nous appellerons « d'origine africaine » représente environ 10 % de la population totale, qu'elle approche des 40 % des naissances actuelles, on peut estimer grossièrement qu'elle représente environ 20 % des femmes en âge d'être fécondes.

Donc sur 100 femmes en âge d'être fécondes, 80 sont autochtones et 20 originaires d'Afrique.

Les 80 autochtones donnent naissance à 60 % des bébés, soit, sur 200 bébés, 120, tandis que les 20 femmes d'origine africaine donnent naissance à 40 % des bébés soit sur 200 bébés, 80.

Leur taux de fécondité respectif est donc de

a) pour les autochtones : $x = 120 / 80 = 1,5$

b) pour les immigrées d'Afrique : $y = 80 / 20 = 4$

Si notre chiffre de 20 % de femmes fécondes issues d'Afrique était sous-estimé, l'écart serait légèrement inférieur - et inversement.

Le taux de fécondité de 4 est certes élevé, mais il est inférieur à la moyenne africaine subsaharienne (5,5) ; il est en revanche supérieur à la moyenne nord-africaine (2,8). Il est cependant habituel aujourd'hui que les taux de fécondité soient supérieurs dans une population immigrée que dans le pays d'origine : c'est ce qu'on observe entre les Mexicains de Californie et ceux du Mexique. Le fait de disposer de plus de moyens financiers ou encore celui de s'installer dans la vie au sein du pays d'accueil peuvent expliquer cette différence.

Le taux de fécondité de 1,5 est inférieur à la moyenne de l'Europe (1,6) [5], toutes composantes confondues mais il reste sans doute supérieur à la moyenne des populations autochtones en Europe (difficile à estimer).

La baisse de la fécondité des Français

Le taux de fécondité français était de 2,90 enfants par femme en 1966, à la fin du baby-boom. Il a chuté à 1,80 en 1975 et même à 1,69 en 1980. Il est remonté à partir de 1993 jusqu'au niveau de 2,01 en 2008, palier où il se maintient jusqu'en 2014. Il baisse, comme on l'a dit, à nouveau à 1,96 en 2015 et 1,93 en 2016.

Il était courant jusqu'à une date récente de considérer qu'il y avait une exception française : un taux de fécondité qui se maintenait proche du taux nécessaire au renouvellement des générations (2,1) au rebours d'une évolution négative du reste de l'Europe.

On tenait le recul temporaire de la fécondité de la fin du XXe siècle pour l'effet du retard de l'âge au mariage. Dans la génération 1975- 2000, l'âge moyen du mariage ou de la mise en ménage et donc du premier enfant n'a cessé de reculer de près de dix ans (d'environ 20 ans à environ 30 ans). Ce retard a déterminé un creux des naissances mais le retard ne jouant plus, on a supposé que la natalité aurait ensuite remonté.

Les données que nous avons rappelées laissent cependant penser que cette remontée de la toute fin du XXe siècle est au contraire due à la part de plus en plus importante de la natalité immigrée, spécialement africaine, dans la natalité française.

Non seulement la natalité immigrée a permis une remontée du taux de fécondité total mais on peut même penser que depuis les environs de 2008 (où le taux de 2 enfants par femme été à nouveau atteint), la hausse de la natalité étrangère a accompagné une baisse de la natalité autochtone.

Selon les études faites par Michèle Tribalat^[6], la fécondité des étrangers, plus précisément de ceux qui viennent d'Afrique, du fait d'une intégration alors relativement rapide, avait tendance à s'aligner assez vite sur le niveau français dans les années 1970, et 1980. Mais cette tendance s'est renversée à partir des années 1990 du fait de la communautarisation croissante, entraînant une hausse de la fécondité d'origine africaine.

Cette évolution communautaire ne résulte pas seulement de facteurs géopolitiques ou religieux, elle est le simple effet de l'arithmétique. Plus une population immigrée est importante, plus le tissu relationnel qu'elle offre aux nouveaux arrivants se suffit à lui-même et plus faibles sont les chances pour eux de rencontrer un indigène dans leur vie quotidienne. N'excluons pas cependant l'émergence d'une motivation religieuse militante : de plus en plus de jeunes gens nés en France et donc de nationalité française, vont chercher une femme au bled afin de s'assurer de sa virginité et de sa docilité – non seulement à porter le voile mais aussi à avoir beaucoup d'enfants^[7]. Quoique le taux de fécondité soit en baisse dans tous les pays musulmans – il est même devenu en Iran plus faible qu'en France -, les minorités militantes, comme les Palestiniens de Gaza constituent une exception.

Si ce facteur, conjugué à l'accroissement continu de l'apport des étrangères dans l'ensemble des femmes fécondes, avait seul joué, on aurait assisté à un relèvement continu du taux de natalité national. Or tel n'a point été le cas puisque ce taux, n'a connu qu'un palier de 2008 à 2014 et a ensuite recommencé à baisser. La seule explication est dès lors que le taux de fécondité de la partie autochtone de la population française (ou d'origine non africaine) a recommencé à baisser à partir d'une date difficile à déterminer, mais qui pourrait avoisiner l'an 2000.

De ces données, les professionnels hospitaliers sont conscients : ils savent par exemple que l'essentiel des 230 000 avortements qui sont exécutés chaque année en France (un niveau particulièrement élevé par rapport aux pays comparables et que la large diffusion de la contraception n'arrive pas à améliorer) sont essentiellement le fait de femmes autochtones, les femmes d'origine africaine répugnant à y avoir recours.

Quoique le grand public ignore le détail de ces évolutions, il en a une perception confuse, ce qui pourrait être une des raisons du grand malaise qu'ont suscité en France les vagues migratoires des années 2015-2016. Mais à l'inverse, le sentiment de crise que connaît aujourd'hui notre pays, est probablement une des causes

de la baisse continue de la fécondité autochtone.

Une baisse qui ne permet plus de parler d'exception française, si tant est que cette exception ait jamais existé.

Une baisse qui ne permet pas non plus de renvoyer aux ténèbres de l'idéologie ce que les statisticiens de l'ONU appellent le phénomène du *replacement*.

Une baisse qui enfin démontre l'absurdité de la politique menée par le gouvernement Hollande –, consistant à baisser encore le plafond du quotient familial et à mettre fin en décembre 2014, à l'arrivée de son ministre des finances Macron, à l'universalité des prestations familiales instaurées à la Libération, ce qui revient à les réserver en grande partie aux populations nouvelles.

[1] Rapports de l'Association française de dépistage et de prévention des handicaps de l'enfant 2013, 2014, 2015

[2] *Le Monde* 12/09/2014

[3] Sauf en Guyane et à Mayotte

[4] INSEE : [Rapport sur les évolutions de la population française en 2015](#) , 17/01/2017 ; voir aussi Alain Nueil, Quand l'INSEE valide le Grand remplacement, Causeur, février 2017.

[5] Cette moyenne était de 1,4 ; elle a remonté un peu principalement grâce à la Russie (qui est incluse dans le calcul) .

[6] Michèle Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*, Paris, Le Toucan, 2013.

[7] Erdogan, président de la Turquie, a appelé les femmes turques d'Europe occidentale à se détourner du Planning familial.

ANNEXES :

Naissances selon la nationalité des parents

En %

Naissances selon la nationalité des parents

	2000	2005	2014
Les deux parents français	84,8	81,2	77,5
Un parent français, un parent étranger	8,7	11,7	14,1
Père étranger, mère française	5,1	6,4	6,7
Père français, mère étrangère	3,6	5,3	7,4

Les deux parents étrangers	6,5	7,1	8,4
Total des naissances	807 405	806 822	818 565

Naissances selon la
nationalité des parents

	2000	2005	2014
Les deux parents français	84,8	81,2	77,5
Un parent français, un parent étranger	8,7	11,7	14,1
Père étranger, mère française	5,1	6,4	6,7
Père français, mère étrangère	3,6	5,3	7,4
Les deux parents étrangers	6,5	7,1	8,4
Total des naissances	807 405	806 822	818 565

- Champ : France y compris Mayotte en 2014.
- Source : Insee, statistiques de l'état civil.

Naissances en France métropolitaines selon le lieu de naissance des parents (Union européenne à 28 ou non) depuis 1998

En 2015, 85,4 % des nouveau-nés en France métropolitaine ont au moins un parent né en France (90,9 % en 2000), 70,4 % ont les 2 parents nés en France (77,6% en 2000), 29,6 % ont au moins un parent né à l'étranger (22,4 % en 2000), dont 25,9 % un parent né hors de l'Union européenne (18,3 % en 2000) et 2,3 % des nouveau-nés en métropole ont au moins un parent né dans un DOM-COM. Entre 1998 et 2015, 3,6 millions de personnes nées en métropole sur un total de près de 14 millions de naissances (25,8 %), soit les personnes âgées de moins de 18 ans au 1^{er} janvier 2016, ont au moins un parent né à l'étranger (22,1 % au moins un parent né hors de l'Union européenne).